

ACTEURS D'EUROPE

Cinq questions à ...

NICOLE GNESOTTO

Nicole GNESOTTO est professeur titulaire de la chaire *Union européenne, institutions et politiques*, au sein de l'Ecole Management et Société du CNAM. Elle a été le premier directeur de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, créé par le Conseil en 2002, après avoir occupé diverses fonctions de recherche et d'enseignement au Ministère des Affaires étrangères (CAP), à Sciences Po, à l'Institut français des relations internationales (IFRI). Elle est aussi Vice présidente de l'association *Notre Europe*. Elle est l'auteur de nombreux ouvrages dont : *L'Europe a-t-elle un avenir stratégique ?* Armand Colin, 2011; *Le monde en 2025*, en coopération avec Giovanni Grevi, Poche Pocket, 2011; *Notre Europe*, en collaboration avec Michel Rocard, Robert Laffont, 2008.

Les idées ou opinions du présent article sont l'expression d'une réflexion personnelle à vocation universitaire. Elles n'engagent que leur auteur, et en aucun cas l'institution à laquelle il appartient.

Copyright : Études européennes. La revue permanente des professionnels de l'Europe.

www.etudes-europeennes.eu - ISSN 2116-1917

Article mis en ligne le 02/09/2011

1 - Comment êtes-vous devenue une professionnelle de l'Europe ?

L'Europe est venue un peu tard et un peu par hasard dans mon parcours professionnel. D'ailleurs aucune de mes expériences professionnelles ne correspond à des choix délibérés : Dans les années 70-80, j'ai passé une agrégation de lettres modernes, or je me suis retrouvée à l'[Institut français des relations internationales](#) (Ifri) puis au Quai d'Orsay. Je m'y suis spécialisée sur les questions stratégiques et nucléaires, sans affinités particulières avec l'Europe. Ce n'est qu'à partir du Traité de Maastricht (1992) que l'Union européenne (UE) apparaît sur le radar des affaires stratégiques, avec la création de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). On m'a alors demandé de creuser ce dossier. Ce que j'ai fait. A partir de ce moment là, l'Europe est devenue pour moi une expérience, une compétence, un intérêt majeur. Une conviction également, qu'aucune des crises européennes successives n'est parvenue à ce jour à remettre en cause. Je ne suis pas sûre d'être une professionnelle de l'Europe, mais plutôt une experte des questions stratégiques dans lesquelles l'Europe joue et jouera un rôle de plus en plus important.

2 - En quoi consistaient exactement vos fonctions et vos missions ?

J'ai été le premier directeur de l'Institut d'études de sécurité de l'UE, créé en 2002 par Javier Solana, comme une agence du Conseil européen. La mission était double : soutenir la PESC et la PESD alors naissantes, notamment par une politique de communication et de publications spécialisées reflétant la façon européenne de penser les crises et la sécurité internationale ; aider progressivement à la formation d'une culture européenne stratégique commune, en travaillant notamment avec le réseau de tous les instituts nationaux spécialisés sur la politique étrangère et la sécurité. Cette position était à la fois un poste d'observation extraordinaire – au Conseil de l'UE, un condensé de toutes les cultures stratégiques nationales – et un poste d'influence discrète sur l'évolution de tel ou tel dossier. J'ai eu notamment la chance d'être associée à l'équipe de Solana qui rédigea la stratégie européenne de sécurité en 2003, en pleine guerre d'Irak. Cette période était une période formidable, de création, de négociation, de maturation de la politique européenne commune en matière de sécurité et de défense. Tout était à créer, et tout fut créé en cinq ans ! J'en ai tiré énormément de leçons : que le volontarisme de quelques-uns peut parfois être décisif ; que les Européens partagent plus de points communs en matière de sécurité que de vraies divergences ; que les attentes à l'égard d'un rôle stratégique de l'Europe sont réelles et nombreuses ; qu'il existe une réelle demande de l'opinion publique ; que les soi-disant « petits » États sont parfois plus sérieux que les présumés « grands » ; que la qualité paie. Et puis un réseau formidable d'interlocuteurs, à la Commission européenne, au Parlement européen, dans les États membres, dont certains sont devenus de véritables amis.

Les idées ou opinions du présent article sont l'expression d'une réflexion personnelle à vocation universitaire. Elles n'engagent que leur auteur, et en aucun cas l'institution à laquelle il appartient.

Copyright : Études européennes. La revue perm@nente des professionnels de l'Europe.

www.etudes-europeennes.eu - ISSN 2116-1917

Article mis en ligne le 02/09/2011

3 - Quelles sont, d'après vous, les principales qualités nécessaires pour travailler dans les affaires européennes ?

Je dis souvent à mes auditeurs du [CNAM](#) que l'Europe est une école d'écoute, de tolérance et de respect. Se mettre à la place de l'autre, pour comprendre ses positions et, si besoin est, être mieux à même de les combattre, me paraît être une vertu cardinale. Je ne crois pas que l'on réussisse dans les affaires européennes sans cette vertu d'écoute. Et donc de compromis. Le sens de la négociation, je dirais même les ruses classiques de la négociation me paraissent impératives : il faut savoir exiger plus que nécessaire pour pouvoir lâcher du lest, garder une certaine marge de manœuvre, accepter que tout le monde gagne ou perde à peu près en même temps. Mais il faut bien avoir en tête ce qui est négociable et la ligne rouge qui ne l'est plus. En ce sens, je crois qu'il existe bien une culture européenne, basée sur la négociation et la recherche constante du meilleur compromis.

Toutefois, j'ai parfois expérimenté une sorte de déviation négative de cette culture européenne du compromis : une sorte d'angélisme politique, basé sur l'idée que les rapports de force sont un mal absolu, que les États, en tant qu'acteurs politiques, sont des réalités obsolètes qu'il faut absolument remplacer. L'idée, parallèle, que la Commission européenne représente une sorte d'avant-garde, qu'elle montre le chemin d'un dépassement jugé inévitable des souverainetés nationales, que tout irait mieux si elle avait le pouvoir à la place des États, est très ancrée dans le milieu européen, même si la réalité du monde réel ne confirme guère cet idéalisme politique. Et même si la Commission elle-même n'hésite pas à jouer parfois avec brio sur tout le registre des rapports de force !

4 - Quel regard portez-vous sur le fonctionnement actuel du milieu européen ?

Aujourd'hui, je porte sur le milieu européen un regard à la fois triste, inquiet, mais d'autant plus volontariste. C'est peu dire en effet que l'Europe va mal : il suffit d'aller à Bruxelles quelques jours pour prendre la mesure de l'inquiétude et du mal être des fonctionnaires européens eux-mêmes. Les institutions ont été mises à rude épreuve, par la création d'un nouveau service, le service européen pour l'action extérieure, qui a quand même été difficile à mettre en œuvre en 2010. Par la crise économique bien sûr, qui remet en cause la plupart des crédos ultra libéraux des États et de la Commission européenne ; et par l'évolution politique du monde enfin, notamment par les révolutions arabes qui exigent un maximum de réactivité et d'invention de la part de l'UE. Quant aux opinions, elles sont à la recherche du sens moderne qu'elles pourraient accoler à la construction européenne. Je remarque que l'Europe n'a pas su mener une politique de communication vraie et crédible sur les enjeux, les risques et les bénéfices de la mondialisation. On nous répète, depuis la stratégie de Lisbonne, des slogans totalement irréalistes et déconnectés des difficultés réelles des citoyens européens. La montée des populismes d'extrême droite en Europe est un phénomène plus inquiétant qu'on ne veut bien le dire. Ils jouent sur la dénonciation des élites, de l'Europe, et de la mondialisation. C'est le pire des cocktails explosifs pour la construction européenne.

Les idées ou opinions du présent article sont l'expression d'une réflexion personnelle à vocation universitaire. Elles n'engagent que leur auteur, et en aucun cas l'institution à laquelle il appartient.

Copyright : Études européennes. La revue perm@nente des professionnels de l'Europe.

www.etudes-europeennes.eu - ISSN 2116-1917

Article mis en ligne le 02/09/2011

5 - Quelles sont les évolutions que vous envisageriez ?

Cette question est la plus difficile. L'Europe idéale est à peu près connue : une forme avancée d'intégration économique et politique, fondée sur une bonne intelligence entre les États, les citoyens et les institutions européennes. L'Europe probable est hélas aussi à peu près claire : une zone de crises, d'incertitudes, d'affaiblissement progressif dans le concert des puissances mondiales ; le pire n'est même pas à exclure, une sorte de lent détricotage des acquis européens au bénéfice de souverainetés nationales pourtant largement impuissantes. Reste donc à se battre pour une Europe souhaitable et possible : une Europe qui s'affirme comme la vraie condition d'efficacité des nations, et comme un pôle d'influence crédible pour la gestion des crises de la mondialisation.

Les idées ou opinions du présent article sont l'expression d'une réflexion personnelle à vocation universitaire. Elles n'engagent que leur auteur, et en aucun cas l'institution à laquelle il appartient.

Copyright : Études européennes. La revue perm@nente des professionnels de l'Europe.

www.etudes-europeennes.eu - ISSN 2116-1917

Article mis en ligne le 02/09/2011